BAMAKO , 25 juil (IPS) - De plus en plus de voix s'élèvent au sein de certains regroupements politiques pour dénoncer le risque d'une fraude massive lors de l'élection présidentielle du 28 juillet au Mali.

«Nous voulons que le futur président du Mali soit issu des urnes et non par l'instrumentalisation des acteurs étrangers à la vie politique», a déclaré, mardi à la presse, Amadou Koïta, secrétaire politique du Front pour la démocratie et la République (FDR), un regroupement qui s'est opposé au coup d'Etat du 22 mars 2012 dans ce pays d'Afrique de l'ouest.

«Il faut se battre avec les armes démocratiques et non les armes pour intimider. Cela ne marchera pas. On a tenté de nous intimider avec les armes après le coup d'Etat, mais le FDR a résisté», a ajouté Koïta, estimant qu'une branche instrumentalisée de l'armée bat actuellement campagne à visage découvert pour un candidat dont il n'a pas cité le nom.

Les membres du FDR dénoncent également l'intrusion des autorités religieuses dans l'arène politique. «Des responsables religieux appellent à voter pour un candidat déterminé. Il y en a qui auraient reçu de l'argent pour battre campagne pour le même candidat», a affirmé à IPS, Ibrahima N'Diaye, vice-président du FDR.

L'utilisation du fichier biométrique qui semblait faire l'unanimité est aussi devenue une source de contestation. «Environ 1.956.012 cartes d'électeur sans photos existent au ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation... sans qu'on ne sache jusque-là ce que le ministre compte en faire», a déclaré à la presse, Fatoumata Ciré Diakité, une militante des droits des femmes et également membre du FDR.

En attendant la réaction du gouvernement transitoire à ces allégations, le FDR estime que 4.500 cartes ont été mises à la disposition des disciples d'un marabout de la ville de Nioro du Sahel, dans le nord-ouest du Mali, près de la Mauritanie voisine. Ce marabout serait acquis à la cause d'un candidat alors que la ville elle-même compterait moins de 4.500 habitants.

Dans ce contexte de polémique, les femmes maliennes veulent apaiser les esprits et espèrent que le futur chef de l'Etat fera progresser leurs droits.

Des initiatives se multiplient pour sensibiliser les femmes qui constituent la majorité des électeurs. «Nous attendons beaucoup de ces rencontres qui renforcent davantage nos capacités de femmes leaders pour des élections apaisées», a indiqué à IPS, Nana Sissako, membre d'une plateforme de veille des femmes des partis politiques pour des élections sans violences et équitables au Mali.

Les femmes qui représentent 52 pour cent de la population malienne, sont conscientes du rôle qu'elles peuvent jouer dans l'apaisement des tensions naissantes, malgré la faiblesse de leur représentativité aux postes électifs.

Selon le Bulletin statistique 2009 du Centre national de documentation et d'information sur la femme et l'enfant, elles sont seulement 15 femmes sur 147 députés. Sur les 703 maires, on ne compte que huit femmes, tandis qu'elles sont 927 sur les 10.774 conseillers communaux. Et elles ne sont que six femmes sur 75 conseillers nationaux qui siègent au Haut conseil des collectivités.

Après le rejet d'un projet de loi sur la parité en 2006 par l'Assemblée nationale, le gouvernement a ratifié plusieurs textes et conventions régionales et internationales dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

Interrogée par IPS, Bintou Coulibaly, de l'Association pour la protection des droits des femmes, souhaite que les prochaines échéances électorales soient l'occasion d'appliquer enfin des dispositions de la CEDAW adoptée en 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

«Ainsi, on pourra atteindre au moins le seuil de 30 pour cent de représentativité des femmes à tous les niveaux de prise de décisions que nous réclamons depuis longtemps», explique-t-elle.

Mais d'autres problèmes viennent compliquer la tenue du scrutin du 28 juillet et certains observateurs émettent des doutes sur sa crédibilité. «Il ne faut pas oublier que des préoccupations sécuritaires demeurent vives dans la région de Kidal (nord). Même si six personnes enlevées ont été libérée, il y a des risques que des actes violents viennent perturber la tenue des élections là-bas», déclare à IPS, Oumar Touré, juriste à Bamako, la capitale malienne.

Le 20 juillet à Tessalit, au nord de Kidal, des hommes armés avaient enlevé six personnes dont cinq agents électoraux et un élu local. «Le président de la République (de transition) a pris des mesures pour calmer la situation en rencontrant des représentants des rebelles touaregs et en annulant des mandats d'arrêt lancés contre certains. C'est dans le cadre du suivi des accords de Ouagadougou, mais il reste à espérer que cela sera suffisant», ajoute Touré.

Les 27 candidats continuent de battre campagne, même s'ils sont seulement deux, à ce jour, à se rendre à Kidal: l'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta et l'ex-ministre Soumaïla Cissé. Ces deux candidats sont les principaux favoris du scrutin.

Le nord du Mali a été occupé pendant environ un an en 2012 par des groupes armés terroristes qui voulaient y imposer la loi islamique (charia), avant d'en être chassés, au début cette année par une intervention militaire française soutenue par des troupes africaines. (FIN/2013)